

(69 875 femmes et 49 312 hommes) dans cinq pays : le Bangladesh, l'Indonésie, le Népal, le Pakistan et les Philippines. Plus de 276 groupes communautaires ont été formés, composés de groupes de femmes et de clubs de jeunes, qui offrent un environnement sûr dans lequel discuter de plusieurs sujets. Ces sujets vont des droits de la femme au mariage des enfants et aux relations saines, en passant par les familles fortes, et la santé et les droits sexuels et reproductifs. L'équipe du projet collabore également avec des personnes influentes afin de faire progresser les politiques et de veiller à la mise en œuvre des lois et des règlements. Cela montre aux collectivités à quoi ressemble la responsabilisation. En 2017-2018, le projet a organisé 22 campagnes médiatiques de sensibilisation au mariage des enfants et à la violence envers les femmes.

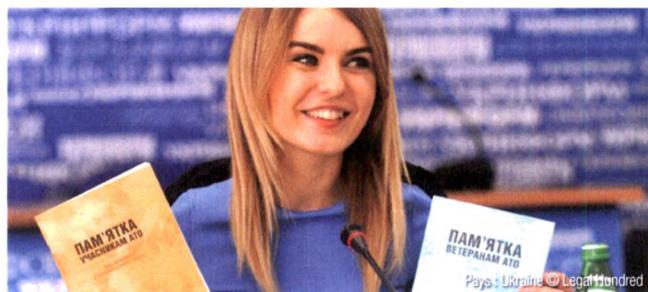


INNOVATION

Un collectif de femmes et de développeurs d'Amérique latine à Coding Rights, un centre de réflexion et d'action brésilien soutenu par le CRDI, relève les défis liés aux droits à l'égalité des genres pour les femmes et les minorités LGBTQ2I sur Internet. Le collectif a aidé les femmes activistes locales à se protéger en ligne. Il a également lancé Radar Legislativo, une plateforme qui aide la société civile à surveiller tous les projets de loi liés aux droits numériques rédigés ou débattus par le corps législatif brésilien. En reconnaissance de sa contribution à la compréhension des questions liées aux droits de la personne numériques, Coding Rights s'est vu décerner le Prix 2017 du Fonds régional d'innovation numérique de l'Amérique latine et des Caraïbes pour les femmes en technologie.

Le régime de sécurité sociale de l'État d'Ekiti au Nigéria est le premier du genre en Afrique subsaharienne. Mis en œuvre entre 2012 et 2014, le régime de retraite non assuré par cotisations cible les aînés des ménages pauvres dans l'État d'Ekiti. La majorité d'entre eux vivent en région rurale et travaillent dans le secteur informel, en d'autres termes, dans une économie souterraine où les revenus ne font l'objet d'aucune réglementation ou imposition. Une équipe de chercheurs soutenue par le CRDI a mené une étude approfondie sur les résultats du régime. L'étude a orienté la mise en place d'un programme national prioritaire pour les personnes vulnérables. S'appuyant sur les constatations de l'étude, le gouvernement du Nigéria s'est également engagé à élargir la portée de tels régimes. Il a annoncé un plan qui prévoit une sécurité sociale à 50 % des groupes vulnérables, à commencer par les jeunes au chômage.

Le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada négocie et met en œuvre les dispositions sur les conditions de travail dans les accords de libre-échange du Canada avec d'autres pays. Ces dispositions comprennent des engagements visant à protéger les droits et principes relatifs au travail reconnus à l'échelle internationale. D'autres engagements prévoient l'application du droit du travail national grâce à des mécanismes permettant de recevoir des plaintes et d'enquêter sur celles-ci, et d'imposer des pénalités ou des sanctions commerciales lorsque cela est justifié.



AU SERVICE DE CEUX QUI ONT SERVI L'UKRAINE

Un jour de l'été 2014, lorsque la guerre a éclaté en Ukraine orientale, Lesia Vasylenko, jeune avocate, s'est rendue à un hôpital militaire à Kyiv. Elle portait une enveloppe remplie d'argent qu'elle avait recueilli à la demande d'un ami pour un jeune soldat qui avait perdu un membre au combat et nécessitait une opération coûteuse. C'est une visite qui a changé la vie de Lesia. « J'ai commencé à examiner les lois qui protègent les soldats, et j'ai expliqué à la famille de ce garçon comment demander les prestations auxquelles il avait droit, explique-t-elle. Ensuite, sa famille m'a demandé d'aider le compagnon de chambre d'hôpital du garçon, et ce compagnon de chambre m'a demandé d'aider quelqu'un d'autre. C'était une réaction en chaîne. »

Lesia se trouve désormais à la tête de Legal Hundred, une organisation non gouvernementale influente qui compte plus de 200 avocats et représentants bénévoles dans 12 régions de l'Ukraine. La jeune avocate continue à aider les anciens combattants et leur famille.

Dans les premiers temps, le Canada a soutenu Legal Hundred par l'intermédiaire du Fonds européen pour la démocratie. Le Canada continue à financer le travail important de cette organisation, qui a rédigé une proposition visant à éliminer des modifications permettant à l'armée de prolonger indéfiniment le contrat des soldats s'étant enrôlés temporairement. Ces modifications ont été mises en place au moment où la guerre a éclaté.

Legal Hundred a également exercé une influence déterminante dans la lutte contre la discrimination sexuelle endémique dans l'armée ukrainienne. Ses efforts énergiques ont aidé à convaincre le parlement d'adopter une loi qui garantit des droits égaux aux femmes dans l'armée ukrainienne.

La guerre ne montre aucun signe d'apaisement, mais Lesia Vasylenko n'a aucune intention d'abandonner son travail de défense des intérêts. « Les gens que nous défendons représentent un pourcentage relativement faible de la population, mais ce sont eux qui protègent notre pays, pour le moment, conclut-elle. Je ne peux pas aller me battre au front, alors c'est la façon que j'ai trouvée d'aider l'Ukraine. »